

Financement du Fonds mondial pour les organisations communautaires et de la société civile

Analyse du cycle de subvention 5
et du cycle de subvention 6

Le 19 juillet 2024

Table des matières

1. Introduction et méthodologie	3
1.1 Introduction	3
1.2 L'importance du financement des communautés et de la société civile	4
1.3 Méthodologie et limites	5

2. Constatations	9
2.1 Le montant de financement total géré par la société civile augmente en volume, mais reste stable par rapport à l'ensemble des financements.	9
2.2 La société civile a géré des montants de financement significatifs au niveau du pays, mais les montants varient largement d'un pays à l'autre	12
2.3 Les organisations locales gèrent considérablement plus de fonds au niveau du pays que les organisations internationales	15
2.4 Le financement géré par les organisations à assise communautaire a plus que doublé entre le CS5 et le CS6	19
2.5 Les subventions multipays orientent le financement critique vers les organisations de la société civile	20

3. Conclusion	21
----------------------	-----------

1. Introduction et méthodologie

1.1 Introduction

Depuis sa création, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme œuvre en partenariat avec les communautés et la société civile pour façonner les ripostes aux trois maladies. La stratégie du Fonds mondial pour la période 2023-2028 vise à **maximiser l'engagement et le leadership des communautés les plus touchées afin que personne ne soit laissé pour compte**. Dans la [Feuille de route de plaidoyer du Fonds mondial pour la période 2023-2025](#), le Fonds mondial s'est engagé à suivre ses investissements en faveur des communautés et de la société civile dans le cadre de ses subventions.

Le présent document présente une analyse de base du financement du Fonds mondial en faveur des organisations de la société civile au cours des cycles de subvention 5 (CS5) et 6 (CS6), y compris le financement au titre du C19RM, à l'aide d'informations provenant du Service de données du Fonds mondial et accessibles au public.¹ Les données sont principalement extraites au niveau du bénéficiaire principal. Les données au niveau du sous-bénéficiaire sont incomplètes ; il n'existe pas de données sur les entités de mise en œuvre au-dessous du niveau du sous-bénéficiaire, ni de données sur les entités de mise en œuvre de la société civile qui reçoivent un financement au titre d'autres modalités contractuelles. Pour les CS5 et CS6, les données budgétaires ont permis de saisir des informations sur les flux de financement vers les organisations à assise communautaire, les organisations non gouvernementales locales et internationales et les organisations confessionnelles locales et internationales. À ce titre, les données disponibles ne permettent pas d'évaluer les niveaux d'investissement dans les organisations, les ripostes ou les programmes dirigés par les communautés. Reconnaisant ces limites, cette évaluation de base fournit les meilleures informations accessibles au public sur les niveaux de ressources du Fonds mondial mises en œuvre par les organisations de la société civile. Les données du cycle de subvention 7 n'ont pas été incluses puisque le cycle est en cours.

Au cours des CS5 et CS6, couvrant les périodes d'allocation 2017-2019 et 2020-2022 respectivement, les organisations de la société civile² ont collectivement géré 9,25 milliards de dollars US en tant que bénéficiaires principaux et sous-bénéficiaires des subventions du Fonds mondial.³ Cela représente plus de 30 % du montant total des subventions accordées aux pays. En outre, le financement géré par

¹ Les données de cette analyse pour les CS5 et CS6 ont été téléchargées à partir du Service de données du Fonds mondial en date du 11 décembre 2023.

² Les organisations de la société civile comprennent les organisations à assise communautaire, les organisations non gouvernementales locales et internationales et les organisations confessionnelles locales et internationales.

³ En date du 11 décembre 2023. La base de données des budgets détaillés pour la période de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial est mise à jour en continu. Depuis cette date, il y a donc eu des modifications significatives dans l'allocation du financement au titre du dispositif de riposte au COVID-19, l'utilisation des fonds restants étant reprogrammée sur l'année 2025 en se focalisant sur un ensemble limité de priorités définies par le Conseil d'administration. Il est important de noter que les données au niveau du sous-bénéficiaire sont incomplètes.

les organisations de la société civile a augmenté de 36 % en volume, passant de 3,92 milliards de dollars US au CS5 à 5,33 milliards de dollars US au CS6, bien qu'en pourcentage du financement total il soit resté relativement stable. Cela englobe le financement du dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM), d'abord intégré aux subventions du CS6.

1.2 L'importance du financement des communautés et de la société civile

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie pour la période 2023-2028, le Fonds mondial veille à ce que les communautés bénéficient d'un soutien total et suffisant pour jouer leur rôle unique et essentiel dans les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme. Les données de cette analyse ne fournissent pas d'informations pertinentes sur les investissements du Fonds mondial en faveur des communautés vivant avec les trois maladies et affectées par ces dernières, y compris les populations clés et vulnérables. Cependant, elles visent à améliorer la compréhension de la façon dont les ressources sont généralement engagées en faveur des organisations de la société civile, qu'il existe des facteurs propices ou au contraire défavorables au financement, et à déterminer s'il est nécessaire de procéder à des changements dans les politiques et les pratiques du Fonds mondial pour augmenter ou maintenir dans le temps les ressources engagées en faveur des communautés et de la société civile.

Les preuves sont là : les interventions dirigées par les communautés augmentent l'efficacité des ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme. Une étude récente de la portée des ripostes dirigées par les pairs et les communautés dans le VIH a montré que la prévention dirigée par la communauté, dont le dépistage et l'accompagnement psychologique, l'éducation à la réduction des risques et d'autres programmes de changements de comportements, sont plus efficaces que les interventions qui ne sont pas dirigées par les communautés. Leur impact résulte de leur crédibilité auprès des membres de la communauté, ainsi que de leur capacité à s'adapter à des contextes sociopolitiques changeants.⁴ De même, les investissements dans le plaidoyer dirigé par les communautés et la société civile sont fondamentaux pour éliminer les obstacles à l'accès aux soins de santé et aux iniquités en matière de santé, façonner les politiques et créer des systèmes qui veillent à ce que personne ne soit laissé pour compte⁵.

L'engagement du Fonds mondial à investir dans les communautés et la société civile est de plus en plus crucial. Au cours de la dernière décennie, l'espace civique a subi des pressions croissantes, les gouvernements du monde entier promulguant des restrictions sur l'enregistrement, le financement et les opérations des organisations dirigées par les

⁴ Ayala G, Sprague L, van der Merwe LL-A, Thomas RM, Chang J, Arreola S, et al. (2021) *Peer- and community-led responses to HIV: A scoping review*. PLoS ONE 16(12): e0260555. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0260555>;

⁵ Barr, D. and the National Health Advocacy Funding Coalition (2023). *Internal Paper: The Case for Funding National Advocacy for Health by Civil Society*.

communautés et de la société civile, tout en supprimant aussi les droits à l'information et aux libertés d'association, de rassemblement pacifique et d'expression. Cette tendance s'est accélérée depuis quelques années, de nombreux gouvernements s'étant associés à des mouvements anti-droits pour faire reculer les protections juridiques et politiques pour les droits humains des personnes LGBTQ, des personnes qui consomment des drogues, des travailleuses et travailleurs du sexe et d'autres populations clés, ainsi que des femmes et adolescentes⁶.

Les restrictions de l'espace civique et les attaques contre les droits humains ont des implications majeures pour la lutte contre les trois maladies : elles créent des conditions propices aux pandémies, puisque les communautés les plus touchées par les maladies font face à des restrictions croissantes quant à leur capacité à s'organiser, recueillir des fonds et agir. En 2023, seuls 10 des 126 pays éligibles aux subventions du Fonds mondial ont été classés comme « ouverts », la société civile pouvant y agir librement. Dans 97 des pays auxquels le Fonds mondial fournit des ressources, les organisations dirigées par les communautés et de la société civile sur lesquelles le Fonds mondial s'appuie pour accroître son impact et son efficacité travaillent dans des contextes où il existe des risques de surveillance, y compris l'intimidation par des acteurs étatiques et non étatiques puissants, le harcèlement bureaucratique, la radiation, la fermeture et, dans certains cas, la violence⁷.

Les organisations non gouvernementales locales et dirigées par les communautés font aussi face à des défis plus importants pour collecter des fonds auprès d'autres sources. Le financement des organisations travaillant sur le VIH, la tuberculose et le paludisme provient d'un nombre de plus en plus restreint d'organisations philanthropiques⁸. Le financement des donateurs bilatéraux a stagné et est principalement acheminé par l'intermédiaire de grandes ONG internationales ou d'organisations multilatérales, ce qui entrave sérieusement l'accès des organisations non gouvernementales locales et dirigées par les communautés aux financements directs^{9, 10}.

1.3 Méthodologie et limites

Cette analyse repose sur les budgets détaillés de la période de mise en œuvre de l'accord de subvention, à disposition du public par l'intermédiaire du [Service de données du Fonds mondial](#)¹¹ et reprenant les informations budgétaires de l'ensemble des subventions depuis le cycle de subvention 5. Ces budgets fournissent des renseignements sur la répartition du

⁶ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2023), Feuille de route de plaidoyer. Genève : Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

⁷ Feuille de route de plaidoyer ; CIVICUS Monitor (2023). Classements nationaux de l'espace civique : 38 classés comme ouverts, 42 classés comme rétrécis, 40 classés comme obstrués, 50 classés comme réprimés et 27 classés comme fermés. Disponible à l'adresse suivante : www.monitor.civicus.org (consulté le 16 mars 2023).

⁸ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2023).

⁹ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2023).

¹⁰ #ShiftThePower Movement (2024). *Too Southern To Be Funded: The Funding Bias against the Global South*. Disponible à l'adresse suivante : <https://globalfundcommunityfoundations.org/wp-content/uploads/2024/04/TooSouthernToBeFunded.pdf> (consulté le 16 juillet 2024).

¹¹ Les données de cette analyse pour les CS5 et CS6 ont été téléchargées le 11 décembre 2023.

financement de chaque subvention entre les entités de mise en œuvre, dont la société civile, les gouvernements, le secteur privé, les organisations multilatérales et d'autres entités. Les budgets détaillés pour les CS5 et CS6 placent les organisations de la société civile dans six catégories¹² :

1. Organisations à assise communautaire.
2. Organisations non gouvernementales locales.
3. Organisations confessionnelles locales.
4. Autres entités du secteur communautaire.
5. Organisations non gouvernementales internationales.
6. Organisations confessionnelles internationales.

Une feuille de calcul a été créée à l'aide des données budgétaires de manière à donner un aperçu du montant de financement total reçu par un pays pour toutes les subventions sur l'ensemble des cycles, y compris le financement au titre du dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM).¹³ Elle englobe les ventilations du financement total mis en œuvre par les organisations de la société civile dans leur ensemble, ainsi que le financement total géré par chaque type d'organisation de la société civile. Elle indique également si au moins un bénéficiaire principal est une organisation non gouvernementale locale, une organisation non gouvernementale internationale ou un organisme des Nations Unies, et si le pays est considéré comme un contexte d'intervention difficile, tel que défini par le [Fonds mondial](#)¹⁴.

Il est important de noter que les bénéficiaires principaux de la société civile font souvent appel à différents types d'entités (organisations gouvernementales, multilatérales et du secteur privé, organisations dirigées par les communautés et à assise communautaire, et autres organisations de la société civile notamment) pour la mise en œuvre d'activités spécifiques de la subvention. Ces entités sont appelées « sous-bénéficiaires ». Dans de nombreux pays, les sous-bénéficiaires peuvent également octroyer des subventions à des sous-sous-bénéficiaires, et au-delà. En outre, il peut exister d'autres modèles de passation de marchés, comme la prestation de services ou les contrats basés sur les activités.

Tous les financements où des organisations de la société civile étaient considérées comme les entités de mise en œuvre des fonds sont inclus dans cette analyse, indépendamment de type de bénéficiaire principal. En revanche, tout financement pour lequel des organisations gouvernementales, multilatérales ou du secteur privé ont été identifiées comme entités de mise en œuvre a été exclu après analyse, indépendamment du type de bénéficiaire principal.

Les bénéficiaires principaux ont pour responsabilité d'indiquer dans les budgets détaillés le type d'organisations de la société civile qui sont les entités de mise en œuvre du

¹² Depuis le CS7, les budgets détaillés comprennent une catégorie spécifique pour les organisations dirigées par les communautés.

¹³ Le financement au titre du dispositif de riposte au COVID-19 a été réparti sur les subventions du CS6.

¹⁴ Les contextes d'intervention difficiles comprennent les régions ou les pays minés par des flambées épidémiques, des catastrophes naturelles, des conflits armés, des troubles civils, une gouvernance fragile, des crises liées au changement climatique ou des déplacements massifs de populations. Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2022). Conflits, crises et personnes déplacées : L'action du Fonds mondial dans les contextes d'intervention difficiles. Genève : Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

financement. Les [instructions pour compléter les documents types budgétaires du CS7](#)¹⁵ donnent les définitions suivantes de la société civile :

Type d'organisation	Sous-type d'organisation	Internationale ou locale (le cas échéant)
<p>Organisation de la société civile :</p> <p>organisation ou groupe menant une action collective autour de valeurs, d'intérêts et d'objectifs communs, qui n'est généralement ni un acteur gouvernemental ni un acteur commercial à but lucratif. La société civile comprend les organisations caritatives, les ONG spécialisées dans le développement, les groupes communautaires, les organisations de femmes, les organisations confessionnelles, les associations professionnelles, les syndicats, les mouvements sociaux, les coalitions et les groupes de plaidoyer.</p>	<p>Organisation à assise communautaire :</p> <p>groupe sans but lucratif travaillant au niveau local pour améliorer la vie des populations. Son objectif est d'instaurer l'égalité au sein de la société dans tous les domaines : soins de santé, environnement, qualité de l'éducation, accès aux technologies et à l'information pour les personnes handicapées, entre autres.</p>	S.O.
	<p>Organisation non gouvernementale (ONG) :</p> <p>organisation indépendante qui ne relève pas d'un gouvernement. Les ONG sont un sous-groupe d'organisations fondées par des citoyens, composées de clubs ou d'associations fournissant des services à leurs membres et à d'autres personnes. Il s'agit généralement d'organisations sans but lucratif. De nombreuses ONG interviennent dans les domaines de l'humanitaire ou des sciences sociales, au niveau aussi bien local qu'international.</p>	<p>Organisation non gouvernementale internationale :</p> <p>ONG active dans plusieurs pays.</p>
	<p>Organisation confessionnelle :</p> <p>organisation ayant des valeurs fondées sur la foi et/ou les croyances. Sa mission est axée sur les valeurs sociales d'une foi donnée, et ses militants (responsables, employés ou</p>	<p>Organisation non gouvernementale locale :</p> <p>ONG ayant une activité essentiellement nationale (dans un seul pays).</p>
		<p>Organisation confessionnelle internationale :</p> <p>organisation confessionnelle active dans plusieurs pays.</p>

¹⁵ Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2023). Instructions pour remplir le document type du budget détaillé : période d'allocation 2023-2025. Genève : Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

	<p>bénévoles) appartiennent le plus souvent à un groupe confessionnel. La foi sur laquelle repose une organisation confessionnelle ne doit pas nécessairement être classée académiquement comme religion. Les organisations confessionnelles sont des organisations de terrain opérant au niveau local, mais aussi à l'échelle internationale.</p>	<p>Organisation confessionnelle locale : organisation confessionnelle ayant une activité essentiellement nationale (dans un seul pays).</p>
--	--	---

Même avec ces définitions, notre appréhension via cette analyse des types d'organisations bénéficiant du financement du Fonds mondial reste limitée. La catégorisation des organisations non gouvernementales, confessionnelles et à assise communautaire peut fluctuer et varier d'un pays à l'autre. Par exemple, certaines organisations internationales qui sont aussi enregistrées localement peuvent être classées comme organisations locales dans certains pays, mais comme organisations internationales dans d'autres. De même, certaines organisations confessionnelles peuvent être catégorisées comme organisations non gouvernementales, et inversement.

Les budgets détaillés du CS5 et du CS6 ne comprennent pas de catégorie spécifique pour les organisations dirigées par les communautés. De ce fait, il n'est pas possible de déterminer la part de financement reçue et gérée par les organisations dirigées par des personnes vivant avec les trois maladies ou touchées par celles-ci et les populations clés et vulnérables, dont les travailleuses et travailleurs du sexe, les personnes qui consomment des drogues, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les adolescentes et les jeunes femmes, les personnes qui ont survécu à la tuberculose ou les populations migrantes.¹⁶

Les budgets détaillés définissent la répartition du financement de chaque subvention entre les différents types d'entités de mise en œuvre, incluant différents types d'organisations de la société civile, d'entités gouvernementales, d'organisations multilatérales et le secteur privé. Pourtant, au-delà de cela, ils ne fournissent aucun renseignement sur les flux de financement du bénéficiaire principal aux sous-bénéficiaires et n'identifient pas non plus le nombre ou le nom des organisations sous-bénéficiaires du financement. Par exemple, pour une subvention particulière, les données budgétaires indiquent si des entités de mise en œuvre sont des organisations à assise communautaire, mais ne précisent pas s'il y a en dix ou bien une seule qui reçoivent des fonds. De la même façon, si un bénéficiaire principal est une organisation non gouvernementale locale ou internationale, les données budgétaires n'indiquent pas s'il finance d'autres organisations non gouvernementales locales ou internationales ou s'il met lui-même en œuvre l'ensemble des fonds de la subvention. Les budgets ne fournissent aucune information sur les financements inférieurs

¹⁶ Depuis le CS7, il est demandé aux bénéficiaires principaux d'identifier les flux de financement des organisations dirigées par les communautés, bien que les données à ce jour soient incomplètes.

au niveau du sous-réциpiendaire ou qui sont fournis aux organisations de la société civile dans le cadre d'autres modalités contractuelles.

Enfin, une partie du financement mis en œuvre par les organisations de la société civile peut ne pas être prise en compte par les données budgétaires détaillées disponibles, et ce pour diverses raisons, dont le type de subvention¹⁷ ou une communication de l'information lacunaire.

En dépit de ces limites, cette évaluation de base fournit les meilleures informations accessibles au public sur le financement mis en œuvre par les organisations de la société civile au niveaux régional et national.

Dans ce document, sauf indication contraire, « société civile » est utilisé comme terme générique incluant les organisations à assise communautaire, les autres entités du secteur communautaire, les organisations dirigées par les communautés, les organisations confessionnelles locales et internationales, ainsi que les organisations non gouvernementales locales et internationales. Le terme « organisation locale » comprend les organisations dirigées par les communautés et à assise communautaire, les organisations non gouvernementales locales, les organisations confessionnelles locales et les autres entités du secteur communautaire. Le terme « organisation internationale » englobe les organisations confessionnelles internationales et les organisations non gouvernementales internationales¹⁸.

2. Constatations

2.1 Le montant de financement total géré par la société civile augmente en volume, mais reste stable par rapport à l'ensemble des financements.

Au cours des deux derniers cycles de subvention (CS5 et CS6), les organisations de la société civile ont géré 9,25 milliards de dollars US en tant que réциpiendaires principaux et sous-réциpiendaires des subventions du Fonds mondial : 3,92 milliards de dollars US pour le CS5 et 5,33 milliards de dollars US pour le CS6, dont les investissements au titre du C19RM. Alors que le financement mis en œuvre par la société civile a augmenté de 36 % en volume entre le CS5 et le CS6, en proportion de toutes les subventions des CS5 et CS6, il est resté relativement stable à 32,23 % et 30,56 % respectivement. Globalement, le

¹⁷ Dans les pays qui ont opté pour un paiement en fonction des résultats ou ceux pour qui le financement est une aide budgétaire, les ventilations budgétaires détaillées ne sont pas disponibles, car le financement est soumis à la vérification des résultats atteints, plutôt qu'à la mise en œuvre d'activités spécifiques.

¹⁸ Les organismes des Nations Unies sont considérés comme des organisations multilatérales et ne sont pas inclus dans la définition des organisations non gouvernementales internationales.

financement est passé de 12,17 milliards de dollars US au cours du CS5 à 17,44 milliards de dollars US (dont les investissements au titre du C19RM) pour le CS6.

Si l'on écarte le financement au titre du C19RM, le montant total du financement mis en œuvre par la société civile est passé de 3,92 milliards de dollars US pour le CS5 à 4,47 milliards de dollars US, soit une augmentation globale en volume de 14 %. Cette évolution est proportionnelle à la hausse des allocations globales pour le CS6 de 13,69 milliards de dollars US, soit une augmentation de 12,5 % par rapport au CS5 (12,17 milliards de dollars US).

Financement mis en œuvre par la société civile (en dollars US)					
Composant e	Cycle de subvention 5	% du total	Cycle de subvention 6	% du total	Total
VIH	753 694 574,12	19,71 %	1 001 689 120,11	21,50 %	1 755 383 694,23
Paludisme	1 390 774 500,98	35,87 %	1 812 897 283,64	36,02 %	3 203 671 784,62
Multicomposantes	20 720 569,88	11,70 %	70 371 942,87	11,45 %	91 092 512,75
SRPS	35 942 318,57	34,37 %	46 718 167,61	7,15 %	82 660 486,18
Tuberculose/VIH	1 074 939 968,08	45,79 %	1 686 722 605,01	40,21 %	2 761 662 573,09
Tuberculose	646 377 589,92	35,12 %	711 373 773,18	31,14 %	1 357 751 363,10
Total	3 922 449 521,55	32,23 %	5 329 772 892,42	30,56 %	9 252 222 413,97

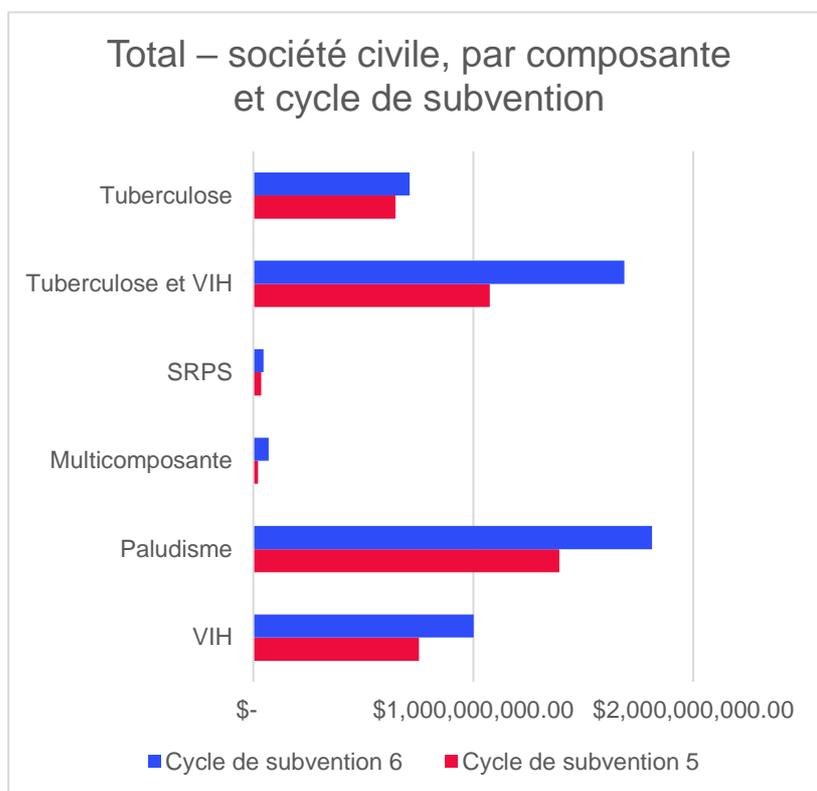
Le montant de financement total mis en œuvre par les organisations de la société civile pour chaque composante a également augmenté en volume entre les CS5 et CS6, en moyenne de 31 % pour les composantes VIH, paludisme et tuberculose, et de 56 % pour les composantes tuberculose/VIH combinées.

Bien que, en proportion du financement total, la part mise en œuvre par la société civile pour les composantes VIH et paludisme ait légèrement augmenté au cours du CS6 par

rapport au CS5, le financement a baissé pour les systèmes résistants et pérennes pour la santé (SRPS), la composante tuberculose/VIH et la tuberculose.

Sur les financements mis en œuvre par la société civile au cours des deux cycles de subvention, 42 % étaient concentrés en Afrique de l'Ouest et centrale, 24,5 % en Afrique de l'Est et australe et 23,6 % en Asie du Sud et Asie du Sud-Est et Pacifique. Bien qu'il s'agisse également des régions bénéficiant des plus importantes sommes allouées par le Fonds mondial, le financement mis en œuvre par la société civile en Afrique de

l'Ouest et centrale était nettement supérieur à la part globale de financement de la région, tandis que le montant de financement géré par la société civile en Afrique de l'Est et australe était nettement inférieur. Par ailleurs, 4,9 % des fonds gérés par la société civile étaient concentrés en Amérique latine et dans les Caraïbes, alors que 3,6 % étaient concentrés en Europe orientale et 1,4 % en Moyen-Orient et Afrique du Nord.



Région	Financement CS5 total	Financement CS5 mis en œuvre par la société civile	Financement CS6 total	Financement CS6 mis en œuvre par la société civile
Afrique de l'Est et australe	5 311 076 153,67 \$	998 927 327,34 \$	7 078 784 804,57 \$	1 251 277 121,51 \$
Afrique de l'Ouest et centrale	3 266 840 867,02 \$	1 522 790 500,04 \$	5 445 316 660,88 \$	2 404 904 273,39 \$
Asie du Sud et Asie du Sud-Est et Pacifique	2 427 379 032,57 \$	954 656 116,94 \$	3 320 511 281,97 \$	1 221 920 279,60 \$
Europe orientale et Asie centrale	414 784 008,56 \$	146 886 976,44 \$	560 876 570,32 \$	187 433 420,85 \$
Amérique latine et Caraïbes	419 679 753,15 \$	225 265 421,15 \$	542 167 830,96 \$	218 503 673,44 \$
Moyen-Orient et Afrique du Nord	331 305 792,56 \$	73 923 179,64 \$	493 074 495,70 \$	45 734 123,63 \$
Total	12 171 065 607,53 \$	3 922 449 521,55 \$	17 440 731 644,40 \$	5 329 772 892,42 \$

Les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest et centrale et en Amérique latine et dans les Caraïbes ont pris en charge une part plus importante du financement global disponible dans leurs régions, en moyenne 45,4 % et 47 % respectivement au cours du CS5 et du CS6. Les organisations de la société civile d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est et du Pacifique ont pris en charge en moyenne 38,6 % des subventions au cours des deux cycles, tandis que les organisations d'Europe orientale et d'Asie centrale en ont géré 34,42 %. Les régions où la part des financements pris en charge par la société civile est la plus faible sont l'Afrique de l'Est et australe, où les organisations de la société civile gèrent en moyenne 18,2 % de l'ensemble des financements, et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, avec une moyenne de 15,8 %.

Aperçu : Impact du COVID-19

Les données budgétaires ayant servi à cette analyse comprennent le dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM), qui a fait l'objet d'une vaste distribution par l'intermédiaire des subventions existantes du CS6. Il est néanmoins important de noter qu'il existe des différences dans la manière dont le financement au titre du C19RM a été appliqué, alloué et géré¹⁹.

Selon les données budgétaires, les investissements au titre du C19RM ont atteint un total de 3,75 milliards de dollars US. Les fonds ont été alloués à plusieurs bénéficiaires principaux pour diverses composantes de maladie. Les organisations de la société civile ont mis en œuvre 875 millions de dollars US (23 %) de ce financement. Globalement, ce pourcentage représente une part plus faible que le pourcentage pris en charge par les organisations de la société civile pour les subventions de base des CS5 et CS6. Les organisations de la société civile ont géré 32,64 % du financement du CS6 contre 32,23 % pour le CS5.

2.2 La société civile a géré des montants de financement significatifs au niveau du pays, mais les montants varient largement d'un pays à l'autre

Les organisations de la société civile ont géré les fonds dans la plupart des pays ayant bénéficié des subventions des CS5 et CS6. Les montants gérés variaient considérablement d'un pays à l'autre, de 783 millions de dollars US en République démocratique du Congo à 41 000 dollars US à Zanzibar au cours du CS6. Les différences dans les niveaux de

¹⁹ En novembre 2024, le Conseil d'administration a décidé de repousser de deux ans les délais de mise en œuvre des fonds restants au titre du C19RM et de reprogrammer ces fonds vers un ensemble d'activités prioritaires. Ainsi, il peut y avoir des changements significatifs par rapport à ces montants depuis le 11 décembre 2023, date à laquelle les données budgétaires ont été téléchargées aux fins de cette analyse.

financement dépendent souvent de la taille globale de la somme allouée aux pays, qui est fonction de leur charge de morbidité et de leur capacité économique.

Les organisations de la société civile dans trois pays – République démocratique du Congo, Nigéria et Afrique du Sud – ont géré 34 % (1,32 milliard de dollars US) de tout le financement alloué à la société civile pour le CS5 et 36 % (1,91 milliard de dollars US) au cours du CS6. Proportionnellement, ces pays sont aussi parmi ceux recevant le montant global le plus élevé du financement du Fonds mondial, s'élevant à 14,3 % (1,74 milliard de dollars US) de la totalité du financement du CS5 et 15,7 % (2,74 milliards de dollars US) du CS6.

Dans les deux cycles de subvention, sept autres pays représentaient 22 % des fonds destinés aux organisations de la société civile, soit 897 millions de dollars US pour le CS5²⁰ et 1,25 milliard de dollars US pour le CS6²¹. Cela signifie que plus de 50 % du financement total alloué à la société civile étaient concentrés sur dix pays pour les CS5 et CS6. Tous les pays ayant la part de financement la plus élevée pour la société civile disposaient d'une ou plusieurs organisations de la société civile agissant comme récipiendaire principal. Pour le CS5, 1,53 milliard de dollars US ont été distribués aux organisations de la société civile de 84 pays ; pour le CS6, c'était 2 milliards de dollars US dans 80 pays.

Bien que les pays ayant la part de financement gérée par la société civile la plus élevée et ceux dont le financement global est le plus élevé ne soient pas nécessairement les mêmes, le financement alloué à la société civile reflète la distribution du portefeuille de subventions global. Les dix pays ayant reçu le plus de fonds au cours du CS6 ont bénéficié de 44 % du montant total alloué pour ce cycle de subvention.

Tandis que les organisations de la société civile gèrent des parts considérables du financement du Fonds mondial au niveau des pays, la part du financement qu'elles mettent en œuvre varie considérablement d'un pays à l'autre. Pour le CS5, les organisations de la société civile ont pris en charge 100 % du financement au niveau national dans trois pays : Pérou, Costa Rica et Malaisie. Pour le CS6, les organisations de la société civile au Kosovo et dans la Fédération de Russie ont aussi géré 100 % du financement au niveau du pays. Dans ces pays, les récipiendaires principaux appartiennent tous à la société civile et la taille de la subvention est relativement modeste puisqu'elle se situe entre 3,9 et 33 millions de dollars US.

Outre les pays susmentionnés, les organisations de la société civile ont géré plus de la moitié de la totalité du financement du Fonds mondial dans 23²² et 20²³ pays supplémentaires au cours des CS5 et CS6 respectivement. Dans l'ensemble, la société

²⁰ Myanmar, Inde, Kenya, Bangladesh, Philippines, Mozambique et Ukraine.

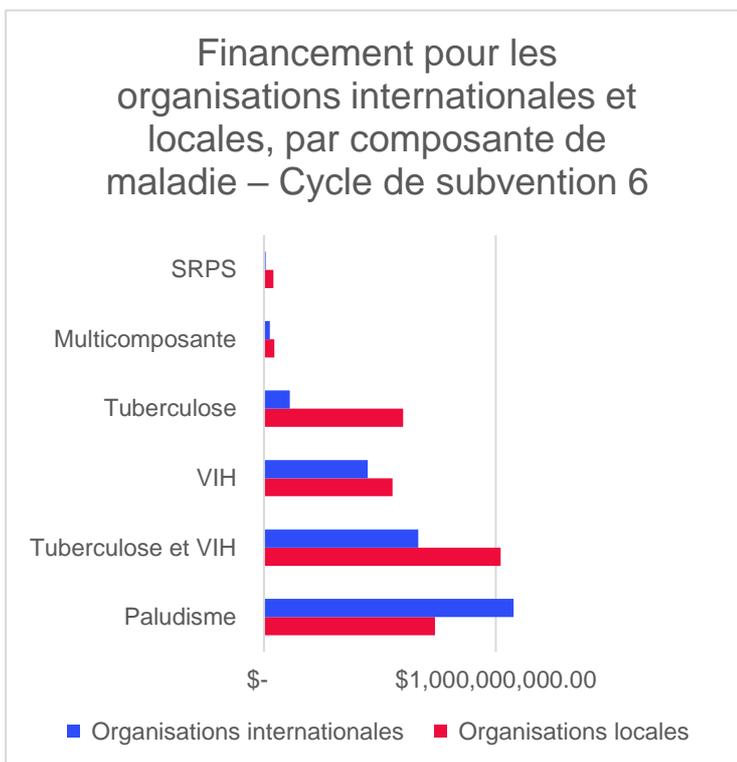
²¹ Inde, Mozambique, Philippines, Kenya, République centrafricaine, Ukraine et Mali.

²² Par ordre décroissant de pourcentage des fonds gérés par la société civile : Paraguay, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Kosovo, Haïti, République démocratique du Congo, Nigéria, Équateur, Bangladesh, Népal, Myanmar, Ukraine, Madagascar, Afrique du Sud, Botswana, Guinée, Niger, Gabon, Jamaïque, Mali, Nicaragua et Soudan du Sud.

²³ Par ordre décroissant de pourcentage des fonds gérés par la société civile : Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Philippines, Équateur, République démocratique du Congo, Népal, Nicaragua, Paraguay, Afrique du Sud, Niger, Guinée, Nigéria, Tunisie, Botswana, Ukraine, Haïti, Madagascar, Mali, Libéria et Jamaïque.

civile a géré plus de 25 % du financement national dans la moitié des pays²⁴ ayant reçu un financement au cours du CS5 et 40 % des pays²⁵ au cours du CS6, ce qui fait de la société civile un acteur essentiel des ripostes sanitaires nationales.

Certains des pays où la société civile gère des fonds plus importants sont classés comme des contextes d'intervention difficiles. Ce sont des pays minés par des flambées épidémiques, des catastrophes, des conflits armés ou des troubles civils, des services défaillants et une gouvernance fragile, des crises liées au changement climatique ou des déplacements massifs de populations. Dans ces pays, le Fonds mondial contribue à la poursuite des programmes, atténue les perturbations des services essentiels et veille à ce que personne ne soit laissé pour compte en apportant des fonds aux organisations de la société civile pour piloter les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme. C'est



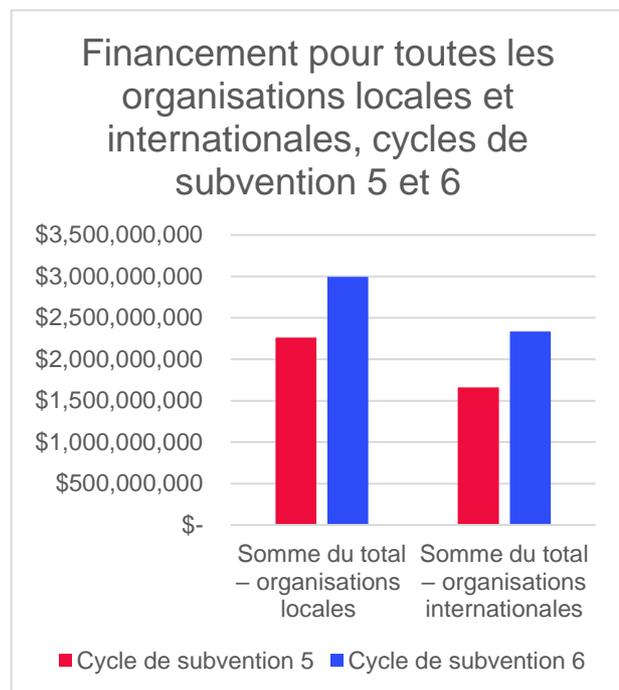
un facteur important de l'augmentation globale des financements gérés par les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest et centrale.

Dans les pays où la société civile prend en charge une part significative du financement, les partenariats entre les organisations de la société civile et les gouvernements sont plus équilibrés. Par exemple, en Côte d'Ivoire, en Eswatini, en Inde, en Indonésie, en Afrique du Sud, au Kenya, en Thaïlande, en Ukraine et en Zambie, les organisations gouvernementales et de la société civile reçoivent et gèrent ensemble les fonds en tant que récipiendaires principaux, assumant la responsabilité des différents aspects des ripostes aux trois maladies.

²⁴ Les organisations de la société civile dans les pays suivants ont géré entre 25 % et 50 % du financement, par ordre décroissant de pourcentage des fonds gérés : Tunisie, Maurice, République dominicaine, République centrafricaine, Algérie, Thaïlande, Maroc, Somalie, Lesotho, Honduras, Angola, Libéria, Kenya, Côte d'Ivoire, Guatemala, Bélarus, Inde, Corée (RDP), Moldova, Roumanie, Zambie, Cambodge, Bolivie, Belize, Monténégro, El Salvador et Albanie.

²⁵ Les organisations de la société civile dans les pays suivants ont géré entre 25 % et 50 % du financement, par ordre décroissant de pourcentage des fonds gérés par la société civile : République dominicaine, Congo, Myanmar, Thaïlande, Honduras, Bangladesh, Inde, Belize, Mongolie, Kenya, Côte d'Ivoire, Somalie, Bénin, Moldova, Maroc, Cambodge et Indonésie.

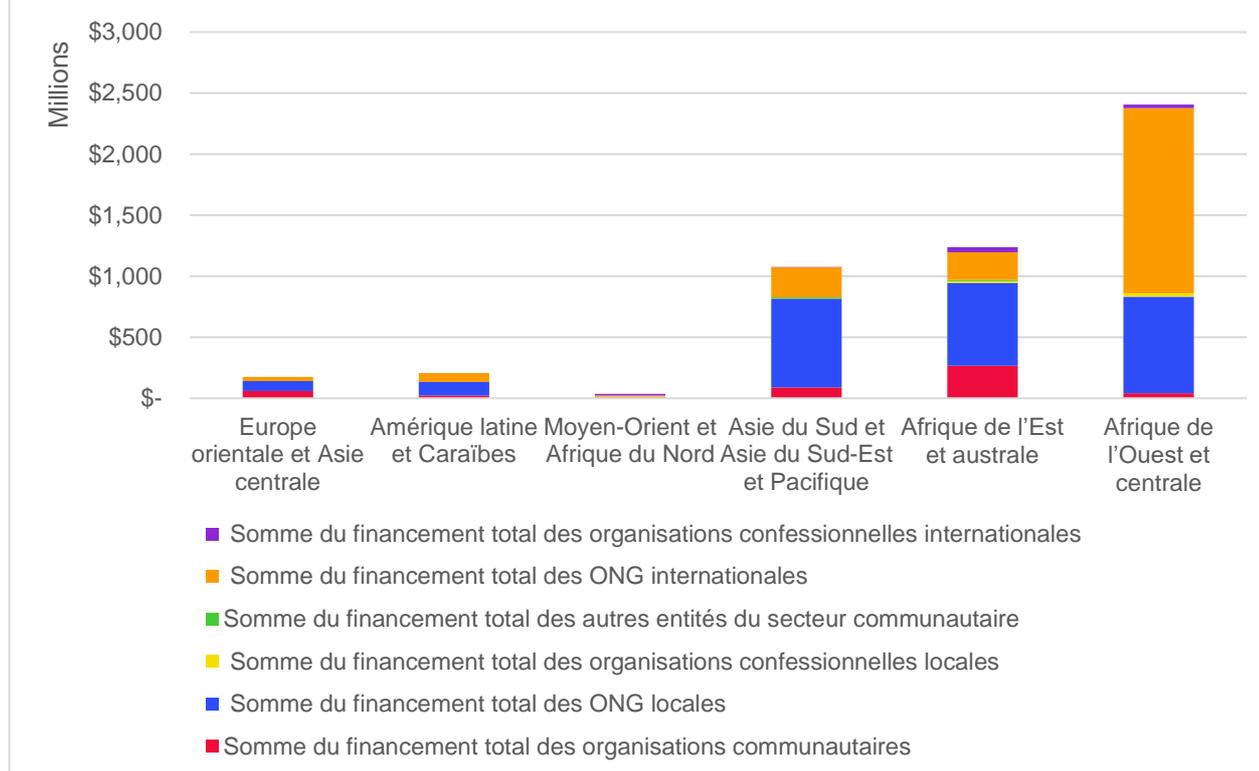
2.3 Les organisations locales gèrent considérablement plus de fonds au niveau du pays que les organisations internationales



Les organisations locales – qui peuvent comprendre des organisations dirigées par les communautés et à assise communautaire, d'autres entités du secteur communautaire, des organisations non gouvernementales locales et des organisations confessionnelles locales – ont géré en moyenne 57 % du financement alloué à la société civile : 2,26 milliards de dollars US pour le CS5 et 3 milliards de dollars US pour le CS6. Les organisations internationales – qui comprennent des organisations non gouvernementales internationales et des organisations confessionnelles internationales – ont géré en moyenne 43 % du financement alloué à la société civile : 1,66 milliard de dollars US pour le CS5 et 2,33 milliards de dollars US pour le CS6.

Les organisations locales ont aussi géré plus de fonds que les organisations internationales pour toutes les composantes de maladie, sauf pour le paludisme et les SRPS durant le CS5 et le paludisme durant le CS6.

Financement géré par la société civile, par type d'organisation et par région Subventions aux pays, cycle de subvention 6



Au niveau régional, le tableau est plus diversifié. En Afrique de l'Ouest et centrale, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où le nombre de pays présentant des contextes d'intervention difficiles est plus élevé et où un nombre important d'organisations internationales agissent en tant que récipiendaires principaux, les organisations internationales gèrent la plupart des financements de la société civile. Dans toutes les autres régions, les organisations non gouvernementales locales, suivies par les organisations à assise communautaire, ont été les principales entités de mise en œuvre de la société civile.

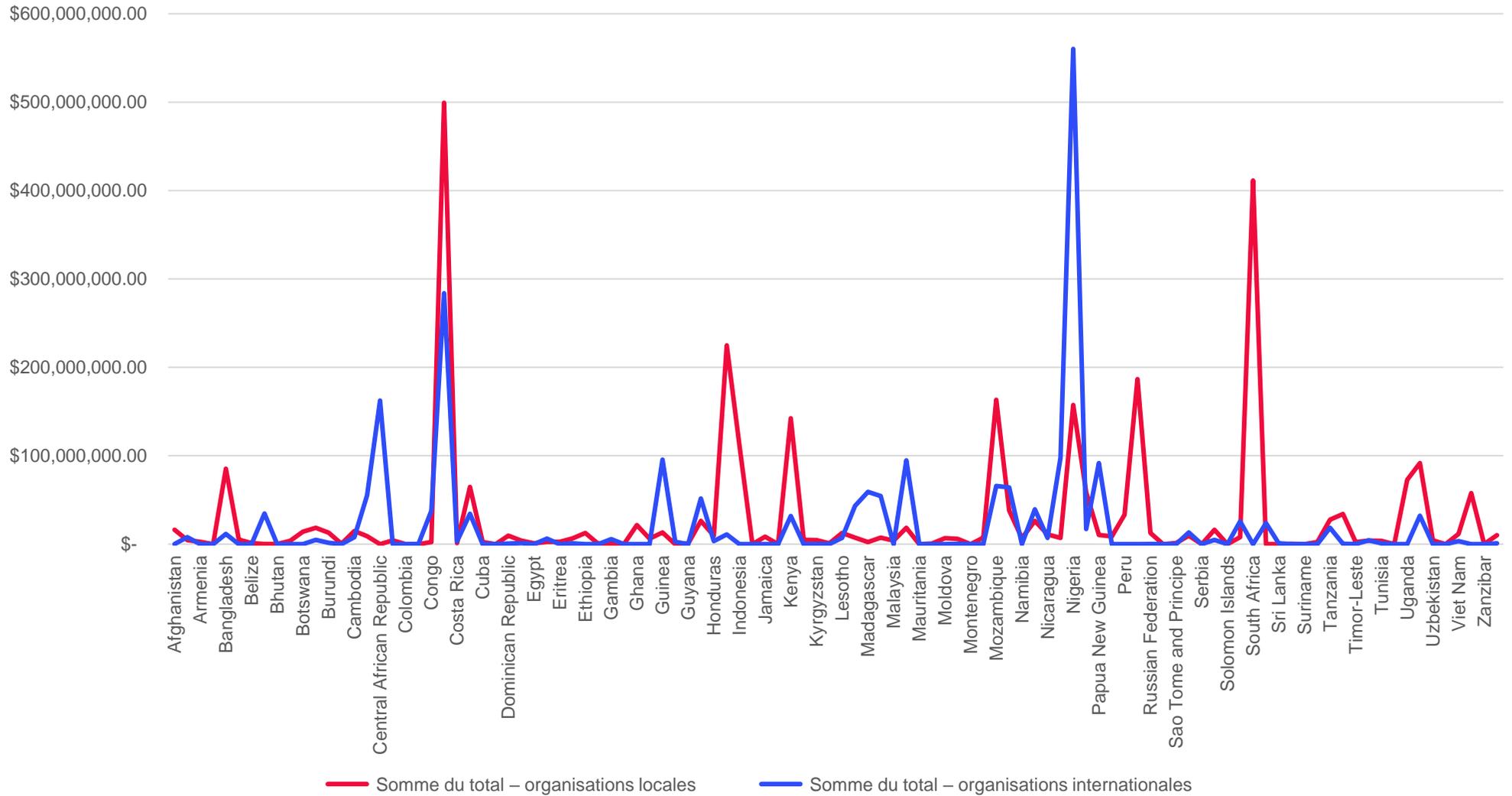
Le nombre de pays où des organisations locales et internationales jouent le rôle de récipiendaires principaux était relativement similaire : 36 pays dans le CS5 et 34 dans le CS6 disposaient d'une ou plusieurs organisations locales comme récipiendaires principaux, tandis que 31 et 32 pays dans les CS5 et CS6, respectivement, avaient une ou plusieurs organisations internationales agissant au titre de récipiendaires principaux. Les chevauchements sont importants : au cours du CS6, 11 pays avaient comme récipiendaires principaux des organisations à la fois locales et internationales.

La répartition entre organisations locales et internationales varie considérablement au niveau des pays, où la répartition du financement entre ces deux types d'organisations est plus étroitement liée au type de récipiendaire principal.

Au cours du CS6, par exemple, les organisations internationales ont reçu 94,6 % de leur financement dans les pays où une ou plusieurs organisations internationales agissaient comme récipiendaire principal. En revanche, au cours du CS6, 87 % du financement pour toutes les organisations locales, dont 90 % du financement pour l'ensemble des organisations à assise communautaire, intervenait dans des pays où au moins une ONG locale agissait comme récipiendaire principal.

En Indonésie notamment, où les récipiendaires principaux sont exclusivement des organisations locales et gouvernementales, les organisations locales ont géré la totalité du financement de la société civile dans le pays, dont 30 % ont été alloués aux organisations à assise communautaire.

Financement pour toutes les organisations locales et internationales par pays



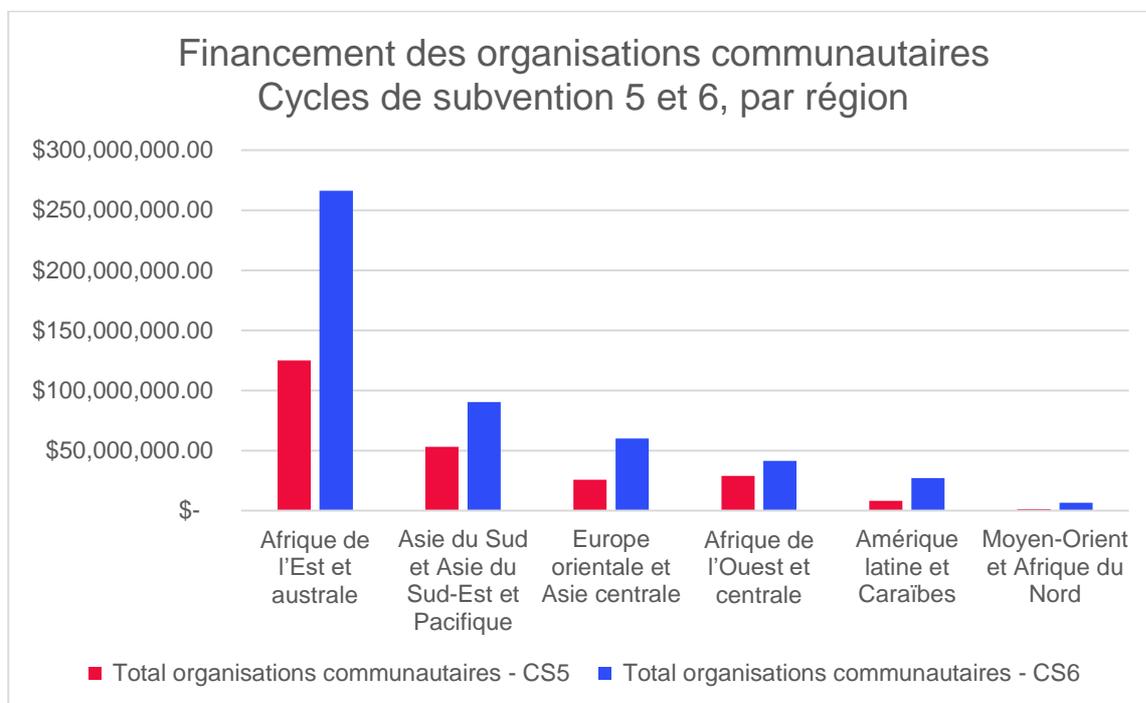
2.4 Le financement géré par les organisations à assise communautaire a plus que doublé entre le CS5 et le CS6

Les budgets détaillés pour les CS5 et CS6 ne font pas la distinction entre le financement des organisations dirigées par la communauté, dirigées par des personnes vivant avec le VIH, la tuberculose ou le paludisme, y compris des populations clés et vulnérables, et qui les servent, et celui d'autres organisations qui travaillent au niveau communautaire pour mettre en œuvre des programmes. Ainsi, les données sur les organisations à assise communautaire ne peuvent pas être utilisées pour tirer des conclusions sur la mesure dans laquelle les organisations dirigées par la communauté gèrent les ressources du Fonds mondial.

Le financement géré par les organisations à assise communautaire a plus que doublé entre le CS5 et le CS6, passant de 242,2 millions de dollars à 491,4 millions de dollars. Durant le CS6, le financement géré par les organisations à assise communautaire représentait plus de 9 % du financement total géré par la société civile et environ 2,8 % des fonds du CS6. La majeure partie du financement pour les organisations à assise communautaire était allouée à l'Afrique de l'Est et australe, où ces organisations géraient en moyenne 53 % du financement des organisations à assise communautaire sur les deux cycles de subvention. Pour les CS5 et CS6, 20 % du financement des organisations à assise communautaire était consacré à l'Asie du Sud et à l'Asie du Sud-Est et au Pacifique, 11,5 % à l'Europe orientale et à l'Asie centrale, 10 % à l'Afrique de l'Ouest et centrale, 4,5 % à l'Amérique latine et aux Caraïbes et 1 % au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

Le nombre de pays où des organisations à assise communautaire ont reçu des fonds est passé de 42 (39,2 %) durant le CS5 à 48 (46,1 %) durant le CS6. Pour les CS5 et CS6, dix pays²⁶ réunissaient plus de 80 % du financement pour les organisations à assise communautaire dans le cadre des subventions accordées aux pays. Dans tous les pays ayant les niveaux les plus élevés de financement géré par les organisations à assise communautaire sur les deux cycles de subvention (sauf le Zimbabwe), la société civile et, essentiellement, les organisations locales agissant au titre de bénéficiaires principaux ont joué un rôle fondamental dans le fléchage des fonds vers leurs propres organisations.

²⁶ CS5 : Kenya, Mozambique, Ukraine, Bangladesh, Côte d'Ivoire, Indonésie, Lesotho, Pakistan, Nigéria et Botswana. CS6 : Kenya, Ukraine, Afrique du Sud, Mozambique, Indonésie, Ouganda, Inde, Côte d'Ivoire, Pakistan et Zimbabwe.



2.5 Les subventions multipays orientent le financement critique vers les organisations de la société civile

Le CS5 et le CS6 comptaient respectivement 20 et 18 subventions multipays. Ces subventions couvrent des priorités essentielles pour concrétiser la stratégie du Fonds mondial, à savoir la résistance à l'artémisinine, l'élimination du paludisme en Afrique australe ou la pérennité et l'impact des programmes de lutte contre le VIH dans les populations clés, où des ripostes multipays coordonnées sont l'approche la plus efficace. Les organisations de la société civile ont géré 35 % de la totalité du financement pour les subventions multipays au cours des deux cycles de subvention : 166,4 millions de dollars US dans le CS5 et 198,4 millions de dollars US dans le CS6. La taille médiane des subventions multipays a tendance à être bien inférieure à celle des subventions au niveau des pays, à hauteur de 9,6 millions de dollars US pour le CS6. Il y a deux exceptions à cela, dont une subvention pour l'initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine en Asie du Sud-Est s'élevant à 339,3 millions de dollars US, gérée par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), et une subvention multicomposante axée sur la tuberculose chez les migrants au Moyen-Orient, gérée par l'Organisation internationale des migrations (OIM) pour un total de 71 millions de dollars US.

Quatre subventions multipays, totalisant 45,6 millions de dollars US au cours du CS5 et 46,4 millions de dollars US au cours du CS6, ont été mises en œuvre par des ONG internationales agissant comme récipiendaires principaux. La quasi-totalité du financement de ces subventions s'est orientée vers un ensemble d'organisations internationales, locales et à assise communautaire pour soutenir les initiatives visant à renforcer et à pérenniser les

actions auprès des populations clés dont les subventions de lutte contre le VIH au niveau des pays ne tenaient pas déjà compte. Une subvention, par exemple, visait les populations clés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où il y a peu de subventions au niveau des pays et où la stigmatisation et la discrimination envers les populations clés constituent des obstacles à leur inclusion dans les programmes de pays.

Les organisations de la société civile ont également bénéficié d'un financement significatif des subventions multipays gérées par des organisations intergouvernementales régionales et des organismes des Nations Unies. Des organisations de la société civile ont notamment géré quasiment 90 % de la subvention de la Communauté de développement de l'Afrique australe axée sur l'élimination du paludisme dans la région, tandis que des organisations de la société civile caribéennes ont géré 62 % de la subvention de la Communauté des Caraïbes se focalisant sur les populations clés touchées par le VIH.

Parmi les subventions multipays pour les deux cycles de subvention, le montant de financement le plus élevé pour les organisations de la société civile provenait d'une subvention portant sur le paludisme gérée par l'UNOPS en Asie et dans le Pacifique pour le compte de l'Initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine. Cette subvention a fait transiter 129,86 millions de dollars US (38,3 %) de la subvention de 339,25 millions de dollars US par des organisations de la société civile au cours du CS6, ce qui représente une hausse par rapport aux 89,46 millions de dollars US (31,8 %) de la subvention de 262,19 millions de dollars US du CS5.

3. Conclusion

Les communautés et la société civile sont des partenaires cruciaux pour le Fonds mondial. La stratégie du Fonds mondial s'engage à placer les communautés au cœur de l'action et à œuvrer en faveur du renforcement de leur engagement dans la conception, l'exécution et la mise en œuvre de programmes.

Le Fonds mondial a alloué plus de 30 % de son financement aux organisations de la société civile au cours des cycles de subvention 5 et 6, bien que, comme indiqué dans la méthodologie, les données présentent d'importantes limites.

Le modèle de financement à deux voies du Fonds mondial et ses investissements continus dans les organisations de la société civile sont essentiels à la lutte contre les trois maladies, au renforcement des systèmes de santé et à la préparation aux pandémies futures. Les pays où les ONG locales et les organisations à assise communautaire sont les bénéficiaires principaux aux côtés des gouvernements sont aussi les pays ayant les niveaux de financement les plus élevés pour les organisations locales à assise communautaire et de la société civile, d'après les données disponibles. Encourager un financement à deux voies et des investissements ciblés pour soutenir et renforcer les organisations locales dirigées par les communautés et de la société civile sera encore plus

important dans les années à venir, à mesure que croissent les problématiques liées à l'espace civique, aux attaques contre les droits humains et aux conflits.

La collaboration du Fonds mondial avec les communautés et la société civile est d'une intensité et d'une puissance uniques. Le rôle joué par les communautés et la société civile depuis la création du Fonds mondial garantit qu'elles ont une place à la table des décisions, plaident en faveur d'environnements juridiques et politiques propices, conçoivent et mettent à exécution des programmes, et incitent à l'obligation de rendre compte et à l'action, aussi bien dans leurs communautés et leur pays qu'au niveau mondial. Il est essentiel de continuer à soutenir le leadership des communautés et de la société civile à tous les niveaux pour atteindre l'objectif du Fonds mondial de mettre fin au VIH, à la tuberculose et au paludisme.